

Léandre MANDARD

**LE CITOYEN**  
**« FRANÇOIS DE MIRANDA »**

Un Vénézuélien dans la France révolutionnaire

## **Avant-propos**

Cet essai fut rédigé dans le cadre d'un concours organisé par l'Ambassade du Venezuela à Paris, en 2016, à l'occasion du bicentenaire de la mort de Francisco de Miranda. Le thème du concours était « Sur les pas de Miranda », et les candidats devaient s'intéresser à la vie politique, militaire et sociale du Vénézuélien lorsqu'il était en France.

Utilisant la bibliographie dont je disposais, en français et en espagnol, j'ai le regret de n'avoir utilisé que de façon marginale les sources primaires, ce qui aurait réclamé un travail beaucoup plus long, et qui constitue un véritable sujet de recherche. Le texte ci-dessous n'a donc aucune prétention à l'exhaustivité, et n'apporte pas d'éléments nouveaux sur la vie de Miranda en France. Il s'agit avant tout d'une petite synthèse, voulue comme accessible à tous, et qui peut être considérée comme une introduction au sujet.

Je tiens à remercier l'Ambassade du Venezuela, pour la chaleur de son accueil. Je remercie également les membres du jury, en particulier François Delprat, Marcel Dorigny et Claudia Navas, pour les aimables corrections et améliorations qu'ils ont bien voulu apporter au texte. Les éventuelles erreurs ou approximations qui subsistent relèvent néanmoins de mon seul fait. Merci enfin à Alma, pour ses encouragements, et à mes parents, pour leur soutien lors de la rédaction du texte.

\*\*\*

## Introduction

Certaines figures historiques, en même temps qu'elles fascinent par le roman de leur existence, éveillent chez le contemporain une nécessaire bienveillance, pour la noblesse de leurs agissements. Francisco de Miranda fait partie de celles-là. Né à Caracas au milieu du siècle des Lumières, d'un marchand originaire des Canaries et d'une Créole, il s'engagea dans l'armée espagnole. Après avoir combattu contre les Anglais dans la guerre d'Indépendance des États-Unis, il parcourt l'Europe, tout en élaborant son grand projet de libération de l'Amérique hispanique. À partir de 1792, il participe de façon notable aux événements de la Révolution française. Échouant à obtenir l'appui de l'Angleterre, de la France et des États-Unis dans son projet indépendantiste, il participe néanmoins aux soulèvements de 1806 et 1810 au Venezuela, avant d'être livré aux Espagnols par Simón Bolivar. Il meurt en prison, en 1816, à Cadix. Malgré sa rupture avec le *Libertador*, il est considéré comme l'un des artisans les plus importants de l'indépendance de l'Amérique latine.

La postérité du personnage fut différente de part et d'autre de l'Atlantique. Alors que les Vénézuéliens en ont fait un héros national, les historiens français se sont souvent désintéressés de lui, quand ils ne l'ont pas franchement oublié. On aurait pu penser, après tout, que Miranda était un espion à la solde de l'Angleterre, qui s'était introduit dans le Paris révolutionnaire, comme on l'a parfois dit ; que l'apport de cet intrigant étranger à la Révolution française fut négligeable ; enfin, qu'il n'était qu'un opportuniste assoiffé de pouvoir, pour qui la libération des colonies espagnoles a servi d'expédient à l'ambition dévorante. De nombreux travaux historiques, en France, au Venezuela ou ailleurs, ont corrigé cette vision désobligeante du personnage. Néanmoins, Francisco de Miranda reste, aujourd'hui encore, trop méconnu dans l'Hexagone.

Or si l'on s'intéresse précisément à sa vie, on est frappé, d'abord, par la sincérité, l'extrême droiture du personnage. On est aussi impressionné par la diversité de ses talents : en plus d'être un militaire brillant et un fin tacticien politique – ce à quoi on l'a trop souvent réduit – il fut aussi un penseur et un grand

amateur d'art – ce qu'on appellerait, aujourd'hui, un intellectuel. Ses archives personnelles<sup>1</sup> nous apprennent également qu'il fut un ami loyal et apprécié, parfois un mondain, et aussi – même si on a pu exagérer cet aspect, un amant insatiable... Sa vie est une véritable odyssee, et en cela, le vocable de héros n'est pas trop usurpé.

Une fois cette impression créée, le danger est inverse : on risque de tomber dans l'apologie systématique, suivant ainsi la tradition de « l'historiographie de bronze », teintée de patriotisme, qui s'est constituée autour de lui. L'essai qui suit se propose d'explorer, avec le plus de justesse possible, les différentes facettes du personnage, telles qu'elles s'exprimèrent dans les années 1790, qu'il passa majoritairement en France. Nous tâcherons de comprendre ce qu'il a apporté à la Révolution française, et ce que celle-ci lui a enseigné en retour. Nous explorerons également son rapport à la France et aux Français. Nous le suivrons sur les cimes des Alpes, les chemins de Provence, dans les rues de Paris, les salons à la mode, sur les champs de bataille, dans les tribunaux de la Terreur, les prisons... Puisse la restitution de ces itinéraires lointains, contribuer à la connaissance de ce grand révolutionnaire.

\*\*\*

---

<sup>1</sup> Regroupées sous le nom de Colombeia, ces archives sont aujourd'hui entièrement accessibles au public, sur un site dédié : [www.franciscodemiranda.org](http://www.franciscodemiranda.org)

## La poussière des chemins : le « Grand Tour » et la France des Lumières

Que représentait la France pour Miranda, avant qu'il en entreprît la visite, en 1788 ?<sup>2</sup> Il voyait en elle ce que son époque aimait y voir ; la patrie des philosophes. Dans ses jeunes années de formation à l'Académie militaire, à Madrid, au début des années 1770, il engagea un professeur particulier de français<sup>3</sup> et se mit à lire assidûment Rousseau, Voltaire, Montesquieu... Il voulut faire le voyage jusqu'en France, mais la hiérarchie militaire ne lui délivra pas le congé réclamé. Elle n'accéda pas davantage à sa demande de permission pour aller en Prusse, où il souhaitait étudier les arts militaires.<sup>4</sup> De manière générale, ses supérieurs étaient en fait assez peu aimables avec lui : ses fréquentations et ses idées iconoclastes le rendaient suspect dans une Espagne où les idées des Lumières pénétraient encore difficilement,<sup>5</sup> et lui valurent plusieurs démêlés avec l'Inquisition.<sup>6</sup> Miranda était alors âgé d'une vingtaine d'années, et entreprenait des démarches pour acheter une charge de capitaine dans l'armée espagnole, qu'il obtint en 1773.

Après quelques faits d'armes en Afrique du Nord, il devint aide de camp du général Cagigal y Montserrat, Capitaine général de l'île de Cuba. Il prit part à la guerre d'indépendance des États-Unis, aux côtés de l'armée française, où il montra notamment des talents de négociateur, grâce à sa bonne maîtrise de l'anglais.<sup>7</sup> Il accéda rapidement au rang de colonel. Mais ses succès attisèrent la jalousie de certains, et de fausses accusations furent portées contre lui par de hauts dignitaires de l'administration coloniale, notamment José de Galvez,

---

<sup>2</sup> Certaines informations tendent à faire penser que son premier voyage en France daterait de fin 1771, ou début 1772. Quelques allusions dans son journal vont en ce sens. Voir RODRÍGUEZ DE ALONSO, *Le siècle des Lumières conté par Francisco de Miranda*, Paris, Éditions France-Empire, 1974 (2<sup>ème</sup> édition), p. 571.

<sup>3</sup> François DELPRAT *et al.*, *Miranda y Francia. En la época de las Luces y de las revoluciones*, Caracas, Ambassade de France au Venezuela, 2016, pp. 44-45.

<sup>4</sup> Carmen Luisa BOHÓRQUEZ-MORÁN, *Francisco de Miranda. Précurseur des indépendances de l'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 47.

<sup>5</sup> Voir Jean SARRAILH, *L'Espagne éclairée de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Klincksieck, 1954.

<sup>6</sup> Claudia NAVAS (dir.), « Miranda y Francia. En la era de las Luces y de las revoluciones », Exposition de l'Ambassade de France au Venezuela, 2016, panneau n°3. <http://www.ambafrance-ve.org/Exposicion-Miranda-y-Francia-en-la-era-de-las-Luces-y-de-las-Revoluciones>

<sup>7</sup> Claudia NAVAS, « Miranda, soldado y oficial de las tres grandes revoluciones de la época de las Luces » in DELPRAT *et al.*, *op. cit.*, p. 37.

Président du Conseil des Indes. Malgré l'appui de Cagigal, cette campagne de calomnie le fit quitter l'armée, en 1783. Cette date marque aussi la première étape d'une rupture politique autant que culturelle avec l'Espagne : cette « désidentification » d'avec la « mère-patrie » est fondamentale dans l'action ultérieure de Miranda.<sup>8</sup> Il alla donc aux États-Unis, fraîchement indépendants, où il s'imprégna des débats politiques sur la forme que devait prendre le nouveau régime, et rencontra George Washington, John Adams, Thomas Jefferson, Benjamin Franklin...<sup>9</sup> Puis il décida d'entreprendre ce qu'on appelait alors le « Grand Tour » : un voyage à travers le Vieux continent, pour parfaire son éducation classique, étudier les différents systèmes politiques, observer le fonctionnement des armées européennes... Cette curiosité plurielle, cette soif insatiable de savoir, de rencontres, de contrées inconnues et de paysages nouveaux, sont bien exprimées par Miranda dans l'expression qu'il utilisait pour désigner ce voyage : la « Lecture de l'Univers ».<sup>10</sup> Mais au moment d'entamer ce périple européen, il avait déjà en tête le projet qui allait l'animer toute sa vie : libérer l'Amérique du joug castillan.

Cependant, il n'arriva en France que plusieurs années plus tard, après avoir fait le tour de l'Europe.<sup>11</sup> À cette période, la France, pour Miranda, c'était aussi le danger. Il n'était pas en sécurité dans le royaume des Bourbons, Paris relayant constamment les efforts de Madrid pour l'arrêter et l'emprisonner. Il était activement recherché par les services du comte de Vergennes, ministre de Louis XVI. Son expérience de la France restait essentiellement livresque ; néanmoins, il parlait déjà très correctement la langue française : il eut l'occasion de la pratiquer dans plusieurs cours d'Europe, où elle servait comme langue de culture.

---

<sup>8</sup> BOHÓRQUEZ-MORÁN, *op. cit.*, p. 84.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>10</sup> NAVAS, « Miranda, soldado y oficial... », in DELPRAT *et al.*, *op. cit.*, p. 42.

<sup>11</sup> Entre 1783 et 1789, Miranda a incessamment voyagé. Après deux ans passés aux États-Unis, il débarqua à Londres, parcourut la Prusse, l'Europe centrale, l'Italie, la Grèce, puis arriva à Constantinople. Il passa ensuite au sud de l'Ukraine, dans une région récemment annexée par la Russie. À Kherson, il fut reçu par Potemkine, l'aide de camp de l'impératrice Catherine II, qui le fit rentrer dans l'entourage de la Tsarine. Cette dernière devint dès lors sa protectrice. Il poursuivit son voyage à Saint-Pétersbourg, puis en Scandinavie, pour arriver enfin en Suisse. Pour une restitution détaillée des voyages de Miranda durant cette période, voir Josefina RODRÍGUEZ DE ALONSO, *op. cit.*

De novembre 1788 à juillet 1789, c'est plus ou moins en clandestin, du moins avec quelque précaution, qu'il parcourut la patrie des Lumières. Après son long périple qui le mena jusqu'en Russie, il s'attarda plusieurs mois en Suisse : l'air des Alpes plaisait à ce *caraqueño*. Zurich, Bâle, Neuchâtel, Berne, Lausanne, Genève : partout où il allait, le voyageur se faisait recommander de ville en ville, et était souvent fort bien reçu. Ce procédé lui permettait aussi de bien s'entourer. Il fit l'ascension du mont Salève avec le pasteur Pierre Picot, polyglotte, très entendu en philosophie, le professeur François Pictet, avocat genevois, qui avait lui aussi fréquenté la cour de Russie, et le grand voyageur milanais Paolo Andreani, qui réalisa le premier vol en montgolfière en Italie.<sup>12</sup> Il fit aussi la connaissance d'Edward Gibbon, auteur de la célèbre *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*.<sup>13</sup> Les personnages que côtoyait alors Miranda étaient des archétypes du siècle des Lumières.

Après avoir quitté Genève le 20 novembre 1788, il passa la frontière à la douane de Cluse, avec un passeport russe que lui avait fourni la Tsarine ; il se faisait passer pour M. de Meiroff, « gentilhomme livonien ». <sup>14</sup> Il poussa ensuite jusqu'à Lyon, où il se logea à l'hôtel Milan, sur la célèbre Place des Terreaux. La rumeur de son arrivée en France ayant parvenu jusqu'aux oreilles de Vergennes, Tolozan de Montfort, l'intendant de la ville, reçut l'ordre d'arrêter le Vénézuélien, qui passa néanmoins entre les mailles du filet.<sup>15</sup>

Il descendit ensuite vers le sud : Vienne, Valence, Orange. Ce qui attirait Miranda, c'était surtout les restes de la présence romaine : il visitait toutes les ruines qu'il pouvait trouver. Dans la ville d'Avignon, il fut hébergé dans l'ancien palais des Papes. À Marseille, il alla régulièrement prendre le chocolat chez le vieil abbé Raynal, auteur fameux de *l'Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, que Miranda

---

<sup>12</sup> RODRÍGUEZ DE ALONSO, *Ibid.*, p. 578.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 583.

<sup>14</sup> BOHÓRQUEZ-MORÁN, *op. cit.*, p. 108.

<sup>15</sup> *Ibid.*, pp. 589-590.

avait lue avec beaucoup d'intérêt lorsqu'il était à Madrid.<sup>16</sup> Raynal, ancien ami de Rousseau, était alors un des penseurs français les plus vindicatifs contre le colonialisme et l'esclavage des Noirs. Dans ses appartements de la rue Puget, le philosophe et le jeune Vénézuélien échangèrent longuement sur l'Amérique, sur la France, et sur l'impératrice Catherine de Russie, qu'ils avaient bien connue tous les deux.<sup>17</sup> Les États généraux ayant déjà été convoqués à cette période, l'abbé avait été sollicité pour siéger dans les rangs du Tiers-État. Mais il déclina l'offre, invoquant son âge avancé.

À Toulon, Miranda embarqua pour l'Italie. Il y passa Noël et le début de l'année 1789, pour visiter Gênes et Turin. Avec une certaine émotion, il se recueillit au village natal de Christophe Colomb, Cogoleto, sur la côte génoise.<sup>18</sup> Début février, il était de retour à Marseille, puis il reprit la route pour Aix-en-Provence, Arles, Tarascon, Nîmes, dont les imposantes arènes le fascinèrent, avant de visiter Montpellier, Narbonne, Carcassonne, Toulouse, puis Bordeaux. Dans cette dernière ville, il fit deux étapes importantes : il se recueillit sur la tombe de Montaigne, et visita le château de la Brède, où avait vécu Montesquieu. À ce titre, il convient de remarquer les airs de pèlerinage que revêtait ce tour de France : Miranda, là où il passait, visitait systématiquement les lieux attachés aux grands philosophes français. Lorsqu'il était sur la frontière suisse, il voulut passer par Ferney, le petit ermitage de Voltaire. Il prit aussi une barque pour arpenter l'Île Saint-Pierre et l'ancienne résidence de Rousseau, sur le lac de Brienne, du côté helvétique.

Son tour continua en Bretagne, sur le port négrier de Nantes, à la mi-avril, où un capitaine de navire lui décrivit avec précision comment, sur la côte d'Afrique, on entassait le « bois d'ébène » dans les cales pour le transporter jusqu'aux Antilles<sup>19</sup>. En allant vers Vannes, il rentra en pays bretonnant. Sur la route, il découvrit une campagne désolée, et à Mussillac (Muzillac), on lui raconta la misère

---

<sup>16</sup> BOHÓRQUEZ-MORÁN, *op. cit.*, p. 41.

<sup>17</sup> RODRÍGUEZ DE ALONSO, *op. cit.*, p. 596.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 608.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 635.



noire dans laquelle était tenue la paysannerie locale par une classe de petits hobereaux insensibles.<sup>20</sup> À Lorient, il visita l'arsenal ; à Brest, le bagne et les chantiers navals ; à Saint-Malo, il fut invité à dîner chez des négociants de la ville, et scruta le port du haut des remparts. Puis il arriva en Normandie, qui lui parut « la région la plus belle qu[il eût] vue en France », <sup>21</sup> offrant un contraste avec la misérable campagne bretonne. Depuis Rouen, il prit enfin la route de Paris, où il arriva fin mai 1789.

Ce faisant, il prenait un risque, car il se savait plus exposé qu'ailleurs dans la capitale. Il se rendit prestement chez M. de Simoline, ambassadeur de Russie, qui lui garantit sa protection et lui fournit les papiers nécessaires pour retourner en Angleterre. Mais avant, il prit le soin de visiter minutieusement la ville,<sup>22</sup> s'offrit quelques mondanités, et alla même, le 3 juin, assister à une séance des États généraux, dans la salle des Menus-Plaisirs.<sup>23</sup> Le 8, muni d'un passeport à jour, il quitta Paris pour Lille, Dunkerque, puis Calais. Le 17, moins d'un mois avant la prise de la Bastille, il traversa la Manche pour arriver à Londres.

Miranda resta donc huit mois en France. Son rapport à ce pays fut, jusque-là, surtout intellectuel. Qu'en était-il de son rapport aux Français ? L'Américain Stephen Sayre rapporta dans une lettre : « Le colonel Miranda dîna avec moi, il y a deux jours, un jour après son retour de Paris. Ses préjugés contre les Français et leurs mœurs sont toujours les mêmes. »<sup>24</sup> Force est de constater que le Vénézuélien était alors, et le fut toujours, plutôt anglophile. Mais les débuts de la Révolution française, qui retenaient alors l'attention de toute l'Europe, l'amenèrent cependant à réfléchir. À Londres, il fréquentait le scientifique Joseph Priestley, le théologien Richard Price et le philosophe Jeremy Bentham, qui portaient un très grand intérêt aux événements de France.<sup>25</sup> Il participa aussi aux réunions des

---

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 638.

<sup>22</sup> NAVAS, «Miranda, soldado y oficial... », in DELPRAT *et al.*, *op. cit.*, p. 51.

<sup>23</sup> RODRÍGUEZ DE ALONSO, *op. cit.*, p. 641.

<sup>24</sup> William ROBERTSON, *Francisco de Miranda y la Revolucion de la América española* (traduction de Diego Mendoza), Lettre de Stephen Sayre à Samuel Ogden, p. 85, cité par Caracciolo PARRA PÉREZ, *Miranda et la Révolution française*, Caracas, Éditions du Banco del Caribe, 1989 (1925).

<sup>25</sup> PARRA PÉREZ, *Ibid.*, p. LII.

abolitionnistes Thomas Clarkson et Granville Sharp, responsables de la société antiesclavagiste de Londres, et qui étaient en lien avec les révolutionnaires français, notamment Brissot et Mirabeau.<sup>26</sup>

Mais pour l'heure, Miranda donnait la priorité à son grand projet américain, raison principale de son séjour à Londres. Il fut reçu par William Pitt le Jeune, Premier ministre, et l'entretint du profit qu'aurait l'Angleterre à appuyer une guerre de libération de l'Amérique méridionale. Londres et Madrid étaient en proie à de puissantes rivalités sur le contrôle du commerce des « deux Indes ». L'Espagne ayant, par ailleurs, appuyé les insurgés américains à s'émanciper<sup>27</sup>, Miranda incitait l'Angleterre à lui rendre la pareille. Il avait déjà rondement préparé son plan : dans ses bagages se trouvaient des documents très confidentiels, notamment des cartes, indiquant les positions militaires des Espagnols sur tout le continent. Il souhaitait obtenir l'organisation d'une expédition armée, menée par l'Angleterre, visant à la création d'un immense État « colombo-américain », du Mississippi au Cap Horn, débarrassant du même coup ces territoires du monopole commercial que leur imposait l'Espagne – ce qui, évidemment, intéressait au premier chef l'Angleterre. Le Vénézuélien présenta aussi les plans d'un ingénieur espagnol, Antonio de Arévalo, visant au percement d'un canal dans l'isthme de Panama afin de relier les deux océans.<sup>28</sup> Mais alors que ces tractations compliquées avec le gouvernement anglais étaient en cours, les espérances de Miranda furent soudainement ruinées par un revirement diplomatique. La signature de la Convention de Nootka, à la fin de l'année 1790, ouvrait une période de paix entre Madrid et Londres.<sup>29</sup>

---

<sup>26</sup> Marcel DORIGNY, « Brissot et Miranda en 1792, ou comment révolutionner l'Amérique espagnole ? », in Marcel DORIGNY, Marie-Jeanne ROSSIGNOL (dir.), *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, Paris, Société des études robespierristes, 2001, p. 97.

<sup>27</sup> Rappelons que Miranda avait d'ailleurs notablement participé à la guerre d'Indépendance américaine, depuis les rangs espagnols.

<sup>28</sup> NAVAS, « Miranda, soldado y oficial... », in DELPRAT *et al.*, *op. cit.*, p. 52.

<sup>29</sup> La baie de Nootka est située sur la côte Pacifique de l'actuel Canada. Dans cette zone, Anglais et Espagnols se disputaient un droit exclusif de navigation, d'établissement et de commerce, lié à la lucrative traite des fourrures. Après une suite d'incidents, la tension entre les deux pays faillit déclencher une guerre, au cours de l'été 1789. L'agressivité de l'Espagne, jalouse de sa souveraineté sur ces territoires, et forte de l'appui naturel que lui apportait la France, donnait espoir à Miranda. Mais la monarchie française, fragilisée par les

La correspondance du comte de Woronzoff, ambassadeur de Russie en Angleterre, nous renseigne sur l'état d'esprit de Miranda suite à ce revers : « Pitt est un monstre qui semble n'avoir d'autre guide que les conseils du *Prince* de Machiavel. [...] Je suis vendu par un traité de commerce. »<sup>30</sup>

Miranda se tourna donc vers la France pour la réalisation de ses plans. Sans doute le nouveau pouvoir en place, une fois bien installé, serait-il intéressé à propager les lumières de sa révolution outre-Atlantique ? Il rencontra Talleyrand,<sup>31</sup> en mission à Londres, qui lui conseilla en effet d'aller présenter ses projets aux Girondins, à Paris. C'eût été l'occasion, aussi, d'approcher de près cette fameuse révolution, dont tout le monde parlait. Il arriva en France en décembre 1791. Par prudence, se sachant toujours recherché, il n'alla pas directement à la capitale. Il était encore en lien avec l'explorateur italien Paolo Andreani, qui le recommanda auprès d'un de ses amis, Timoléon Hélie de Combray, à Rouen. Quand Miranda arriva devant l'hôtel particulier de ce gentilhomme normand, il fut chaleureusement accueilli. Andreani et Combray s'étaient connus en Afrique du Nord. Ce dernier était issu d'une famille très respectée de la noblesse normande. Sa mère, la marquise de Combray, se distinguait par son attachement viscéral aux institutions monarchiques et à la famille royale, et allait se convertir, les années suivantes, en passionaria de la chouannerie normande, avant d'être condamnée au bagne. Néanmoins, Miranda passa près de quatre mois dans cette maison.<sup>32</sup> On peut s'étonner qu'il séjournât chez une famille déjà connue pour ses opinions royalistes. Mais la personnalité de Timoléon de Combray, homme des Lumières malgré tout, grand voyageur, trouvait sans doute avec celle de Miranda des points de convergence. Ces quelques semaines furent rythmées par de longues promenades dans la campagne de

---

événements révolutionnaires, retire son appui à Madrid dans cette affaire, et les Espagnols se retrouvent isolés. À l'automne 1790, ceux-ci s'inclinent et signent la Convention de Nootka, qui partage les droits d'établissement avec les Anglais sur la côte Pacifique.

<sup>30</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. LVI. Notons que Miranda était encore, à l'époque, très lié avec divers émissaires et représentants de la cour de Russie. La relation privilégiée qu'il avait créée avec Catherine II lui a garanti, jusqu'en 1792, un secours diplomatique, notamment en lui fournissant de faux passeports lui permettant de traverser les frontières sans risquer l'arrestation.

<sup>31</sup> NAVAS, « Miranda y la Revolución francesa », in DELPRAT *et al.*, *op. cit.*, p. 98.

<sup>32</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, pp. LVI-LVII.

Rouen, blanchie sous les gelées d'hiver. Au mois de mars 1792, il se résolut enfin à prendre la route de Paris.

### **La boue du champ de bataille : Miranda aux armées**

Dans le même temps, la situation politique se complique dans la capitale. Peu à peu, les puissances européennes se montrent agressives contre la France révolutionnaire. Le roi, complètement discrédité par sa tentative de fuite en juin 1791, concentre le mécontentement du peuple. Au moment où arrive Miranda, le premier gouvernement « brissotin »<sup>33</sup> est en train de se former. Miranda, grâce à ses relations à Londres, se rapproche rapidement du milieu girondin. Il fréquente notamment Servan, ministre de la Guerre, et Brissot lui-même.<sup>34</sup> Le 10 août, les sans-culottes s'emparent du Palais des Tuileries. La Convention nationale est proclamée, et la famille royale est emprisonnée à la Prison du Temple.

À cette époque, Miranda n'est pas sûr de rester en France. Voyant l'agitation croissante et la guerre qui se profile sur les plaines de l'Est, il pressent bien que la Révolution va traîner en longueur et il songe à chercher sous d'autres cieux un appui pour le projet qui l'anime depuis tant d'années : la libération de l'Amérique. Il a même planifié son retour à Londres le 15 août.<sup>35</sup> Mais l'armée a besoin de bras, et surtout de têtes : l'organisation des troupes françaises est désastreuse. Les milliers de volontaires qui accourent pour appuyer l'élan national sont pour la plupart indisciplinés. Les régiments sont mal ravitaillés, on manque de tout. Et la France devra bientôt affronter toute l'Europe...

Les propositions avantageuses que lui font les Girondins à partir de la fin août occasionnent à Miranda une sérieuse hésitation. Il a déjà rejeté poliment, quelques années auparavant, plusieurs offres pour combattre dans l'armée de Russie, notamment contre les Turcs. Les insistances de la Tsarine n'y avaient rien

---

<sup>33</sup> Les « Brissotins », terme péjoratif au départ, étaient les partisans de Brissot, chef de file des Girondins.

<sup>34</sup> DORIGNY, « Brissot et Miranda... », *op. cit.*, p. 98.

<sup>35</sup> BOHÓRQUEZ-MORÁN, *op. cit.*, p. 152.

fait. Mais Pétion et Servan, aidés de quelques autres, le convainquent de prendre du service dans les armées révolutionnaires : un militaire de sa qualité ne peut que contribuer avec succès, sous la bannière française, au triomphe de la liberté. Miranda accepte à la condition qu'en cas de victoire des armées révolutionnaires, la France lui garantisse un grade militaire et une pension dignes du sacrifice consenti.<sup>36</sup> Il pense aussi que cet engagement pour la République est propre à lui offrir des possibilités futures pour la libération de l'Amérique. Il faut noter que l'enrôlement de militaires étrangers dans les armées nationales était une pratique largement répandue à l'époque, suivant en cela les traditions de l'Ancien régime. L'armée révolutionnaire comptait aussi des hommes de guerre anglais, comme Lynch, Money, l'allemand Stengel, le polonais Miaczynski...

Les Russes, et Catherine II la première, sont fort offusqués du parti que prend Miranda.<sup>37</sup> Lui, auparavant si fidèle à la Tsarine, va maintenant servir le régime le plus haï par tous les souverains d'Europe. À ce titre, l'année 1792 marque un tournant pour le Vénézuélien. C'est une rupture avec la Russie, et l'engagement ferme, concret, durable, dans un projet politique avancé, le plus radical de l'époque. Le 30 août 1792, il écrit à Woronzoff : « Que je me sois uni aux défenseurs de la liberté ne doit pas vous étonner, puisque vous savez que c'est ma divinité favorite et que je me suis dévoué à son service bien avant que la France eût pensé à s'en occuper... Mais ce qui m'a encore induit le plus fortement, c'est l'espoir de pouvoir un jour être utile à ma pauvre patrie que je ne puis pas abandonner. »<sup>38</sup>

Le 6 septembre 1792, le maréchal de camp Miranda est envoyé rejoindre l'armée du Nord. Il voyage toute la nuit pour atteindre le front de l'Argonne, à deux cents kilomètres de Paris. Il y retrouve, avec plaisir mais gravité, le général Dumouriez. Il s'entretient avec lui sous sa tente, à Grand-Pré. Il lui apporte un exemplaire des *Vies parallèles des hommes illustres*, de Plutarque. Les relations entre les deux hommes sont alors très cordiales, même fraternelles. Les lettres

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 18.

que Dumouriez envoie à Miranda en octobre-novembre 1792 en attestent : « Mon digne et respectable ami », « Je vous embrasse comme mon frère », et même « *Amigo por la vida* »<sup>39</sup>... Le Vénézuélien l'appelle affectueusement le « Flibustier ».

Le 12 septembre, à la tête de 2000 hommes, Miranda repousse déjà une percée de la cavalerie prussienne. C'est l'un des premiers revers infligés aux troupes ennemies depuis le début de la guerre. Le 20 septembre, les troupes françaises font face à l'ennemi sur le plateau de Valmy. Miranda assiste alors à une bataille d'un genre nouveau. Les soldats prussiens et autrichiens bénéficient d'une situation stratégique favorable, et sont mieux disciplinés, mais combattent sans idéal, obéissant aveuglément aux ordres de la hiérarchie. Du côté français, le général Kellerman, avant de charger, sabre au point, harangue ses troupes d'un « Vive la Nation ! ». Le cri est répété et scandé par des milliers de soldats tout le long du champ de bataille, puis la *Marseillaise* retentit.<sup>40</sup> L'ennemi est décontenancé et, peu de temps après, bat en retraite. Miranda comprend alors que les « guerres en dentelle » du XVIII<sup>e</sup> siècle sont terminées, et que la clé de la victoire se trouve aussi dans le cœur des soldats. Même si Valmy ne fut, militairement, qu'une escarmouche, ses conséquences sont énormes. Sa haute valeur symbolique permet à la Convention de proclamer officiellement la destitution du roi et d'instaurer la République. Durant la bataille, Miranda a eu une conduite exemplaire. Il en est récompensé deux semaines plus tard : la Convention le promeut lieutenant-général. Aujourd'hui, une statue du Vénézuélien se dresse sur le plateau, rappelant qu'il était présent ce jour-là.

Il est désormais à la tête d'une division et marche sur Valenciennes, puis Lille, assiégée par l'ennemi depuis le 23 septembre. Mais il est bientôt mandé à

---

<sup>39</sup> Aristides ROJAS, *Miranda dans la Révolution française. Recueil de documents authentiques relatifs à l'histoire du Général Francisco de Miranda pendant son séjour en France de 1792 à 1798*, Caracas, Imprimerie nationale, Caracas, 1889, pp. 12, 13 et 16. Dumouriez, qui avait effectué une mission en Espagne sous l'Ancien Régime, savait parler espagnol.

<sup>40</sup> Jean-Paul BERTAUD, article « Valmy » in Albert SOBOUL (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 2005 (1989).

Paris par le Conseil exécutif provisoire,<sup>41</sup> afin de s'entretenir sur les questions d'Amérique,<sup>42</sup> dont nous reparlerons.

Le 6 novembre, l'armée française est victorieuse sur les Autrichiens, à Jemmapes, ce qui permet d'occuper la Belgique. Miranda est encore à Paris, en mission pour améliorer le ravitaillement de l'armée française, affecté par une mauvaise gestion du Ministre de la Guerre, Jean-Nicolas Pache. Il est renvoyé sur le front en remplacement du général La Bourdonnaye, tandis que les villes belges tombent une à une. Il assiège Anvers, qui tombe en cinq jours. À Paris, on salue sa victoire.

Il devient peu après le second de Dumouriez. L'amitié qui unit Miranda au général en chef résiste pour un temps aux durs événements. Mais elle attise des jalousies de la part de certains généraux de l'armée, notamment Valence et La Bourdonnaye...

L'armée française est victorieuse, et pourtant son état est déplorable : on manque toujours de tout. En décembre, les effectifs sont en chute libre, à cause des désertions. Les troupes ennemies ayant été boutées du territoire de la République, la patrie n'est plus en danger : beaucoup, parmi les volontaires, répugnent à porter le drapeau tricolore au-delà des frontières nationales, ce qu'ils assimilent à une guerre de conquête. Ils rentrent chez eux.

En décembre et janvier, Dumouriez va à Paris, où il a quelques fâcheries à régler avec la Convention, notamment au sujet de l'approvisionnement de l'armée de Belgique. Il attaque publiquement la gestion du ministre Pache. Miranda, pendant ce temps, obtient le commandement provisoire des troupes. Le 21 janvier, Louis XVI est guillotiné. La France s'attire la déclaration de guerre immédiate de l'Angleterre, et l'armée de Belgique envahit les Pays-Bas, alliés de Londres. Dumouriez voit d'un mauvais œil le tour que prend la Révolution et songe, avec quelques Girondins, à renverser le pouvoir en place pour installer un

---

<sup>41</sup> Le pouvoir exécutif révolutionnaire mis en place après le 10 août.

<sup>42</sup> PARRA-PÉREZ, *op.cit.*, p. 36.

gouvernement plus modéré. Il est traumatisé par la décapitation du roi, qu'il essaye en vain de défendre. Il partage ce sentiment avec d'autres partisans de la monarchie constitutionnelle, comme Valence, ou le duc de Chartres, futur roi Louis-Philippe, qui combat sous les ordres du Vénézuélien. Les membres de la Convention ne font plus confiance au général en chef. Dumouriez, de retour sur le front, fait part de son sentiment à Miranda. Chauveau-Lagarde, le futur avocat du Vénézuélien, rapporte cette conversation, sans doute imaginaire, mais qui théâtralise la rupture entre les deux généraux, et cherche à sublimer la fidélité de Miranda à la République :

« DUMOURIEZ – [...] il faudrait venir à Paris.

MIRANDA – De quelle manière ?

D. – Avec l'armée.

M. – Et pour quoi faire ?

D. – Pour rétablir la liberté.

M. – Je crois le remède pis que le mal, et certainement je l'empêcherai, si je le peux.

D. – Donc, vous vous battez contre moi ?

M. – Cela peut être, si vous vous battez contre la liberté.

D. – Fort bien, vous serez Labienus.

M. – Labienus ou Caton, vous me trouverez toujours du côté de la République.<sup>43</sup> »

---

<sup>43</sup> Pour aider à la compréhension de ce trait d'esprit, rappelons que Labienus était un proche lieutenant de César pendant la Guerre des Gaules. Plus tard, il le trahit et se rallia à Pompée pendant la guerre civile romaine. Dumouriez fait référence à cette trahison. En se comparant plutôt à Caton, Miranda fait allusion au Livre IX de la *Pharsale*, épopée du poète latin Vulcain, qui traite également de la guerre civile. Labienus, qui combattait alors César aux côtés de Caton, en Lybie, encouragea ce dernier à consulter l'oracle d'Ammon, afin de savoir quelle serait l'issue de la guerre. Caton lui répondit : « Que veux-tu, Labienus, que je demande ? Si j'aime mieux mourir libre, les armes à la main, que de vivre sous un tyran ? ». Caton symbolise ainsi le dévouement total à la cause de la liberté, face aux préoccupations égotistes de Labienus, susceptibles de trahir les idéaux pour lesquels les deux hommes se battent. Bien que la conversation ci-



L'invasion de la Hollande s'étale sur les semaines suivantes. Miranda commande 13 000 hommes, « l'Armée du Nord », sur les 40 000 que compte l'armée française aux Pays-Bas et en Belgique. Il a alors quelques démêlés avec les autres généraux, notamment Valence.

Le 21 février, l'armée du Nord est chargée par Dumouriez de canonner la ville de Maastricht. Miranda écrit à Beurnonville, le nouveau ministre de la guerre : « L'entreprise me paraît étonnante et très difficile ». <sup>44</sup> Il apprend ensuite qu'une armée autrichienne d'au moins 30 000 hommes <sup>45</sup> se rapproche de Maastricht pour chasser les Français. Ceux-ci lèvent le siège, difficilement : des problèmes d'organisation et d'approvisionnement, notamment dans l'artillerie, empêchent de mener la retraite en ordre.

Ayant rallié le gros des troupes, Miranda prend Tirlemont et ouvre la plaine de Neerwinden aux troupes de Dumouriez, qui lui donne un plan d'offensive. L'armée française se trouve alors face aux troupes du duc de Cobourg. Les colonnes ennemies sont fortes de 39 000 hommes, contre 45 000 du côté français, <sup>46</sup> et la conformation du terrain favorise les Prussiens. Une attaque, en vérité, serait insensée. Miranda obtempère cependant, et se voit contraint à une retraite calamiteuse : 2000 soldats sont tués sur place, des pièces d'artillerie sont abandonnées sur le champ de bataille, et toute l'armée française est forcée de se retirer. Le revers n'est pas catastrophique, mais le moral des troupes est durement affecté. Bien qu'il n'ait fait qu'obéir aux ordres, les ennemis de Miranda en profitent pour rejeter sur lui la responsabilité de cet échec. Profitant de la situation, les Autrichiens harcèlent les Français. Les deux défaites de Maastricht et de Neerwinden entraînent, graduellement, la perte de la Belgique et de la Hollande. La Convention, dominée par les Jacobins, s'inquiète de la situation. La suspicion plane sur les militaires, et une commission est envoyée en Belgique, pour enquête.

---

dessus entre Dumouriez et Miranda soit purement rhétorique, et serve avant tout à soutenir l'emphase du plaidoyer de Chauveau-Lagarde, il est tout à fait possible que l'anecdote lui ait été rapportée par Miranda lui-même, les deux généraux étant très versés dans la culture antique.

<sup>44</sup> ROJAS, *op. cit.*, p. 181.

<sup>45</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 149.

<sup>46</sup> Alain CRÉPIN, article « Neerwinden » in Albert SOBOUL (dir.), *op. cit.*

On y trouve notamment Danton, qui depuis plusieurs semaines, se montre particulièrement hostile à Miranda, et soutient Dumouriez.

La mauvaise foi de ce dernier, sans doute occasionnée par les mauvaises dispositions de Miranda envers ses desseins factieux, rend le Vénézuélien publiquement responsable des revers subis par l'armée. Valence se joint à l'accusation. Dumouriez envoie le 21 mars une missive à Paris pour faire arrêter son ancien ami, afin qu'il rende compte de sa conduite à la barre de la Convention. Miranda reçoit l'arrestation quatre jours plus tard, le 25 au soir. Aussitôt, il fait route vers la capitale pour s'expliquer, défendre son bilan et son honneur.

### **La paille du cachot : les geôles révolutionnaires**

Les Parisiens veulent sa tête : Marat, dans *L'Ami du Peuple*, l'accuse de tous les maux et la rue crie « À bas l'Espagnol ! ». <sup>47</sup> Arrivé à Paris le 28 mars au soir, Miranda s'entretient avec ses amis girondins Brissot et Bancal des Issarts, et leur fait part de ses inquiétudes sur les intentions de Dumouriez. Ainsi, le bruit commence à courir que le général en chef compte foncer sur Paris avec son armée pour renverser le gouvernement. Entretemps, le prince de Cobourg, qui commande l'armée autrichienne, avait fait des avances à Dumouriez pour s'unir à ses troupes et marcher sur Paris. L'intention des Autrichiens était de rétablir la monarchie constitutionnelle et libérer Marie-Antoinette et ses enfants, retenus prisonniers dans la prison du Temple. Sachant qu'il allait de toute façon se faire arrêter, Dumouriez rallia les Autrichiens le 4 avril, et se fit canarder par ses propres troupes, dont la fidélité à la République était désormais irrévocable.

Les bagages de Miranda sont confisqués et mis sous scellés. Son procès prend du retard. Les mauvaises nouvelles de Belgique retiennent toute l'attention. Ce n'est que la nuit du 8 avril, et les deux nuits suivantes, qu'il est interrogé par le Comité de guerre. Les jurés, à l'unanimité, ne retiennent aucun motif d'arrestation

---

<sup>47</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 220.

contre lui. Mais la confusion qui règne à l'Assemblée fait écho à la déconfiture des armées révolutionnaires. Miranda n'est qu'un pion dans les argumentaires enflammés que s'envoient les Girondins et les Montagnards. Ces derniers exigent qu'il soit à nouveau jugé. Avec d'autres généraux, on finit par l'envoyer à la barre du Tribunal révolutionnaire, à la tête duquel officie le très redouté Fouquier-Tinville.

Miranda est mis en garde à vue, en attendant sa comparution. Deux gendarmes nationaux sont chargés de le suivre partout où il va.<sup>48</sup> Fouquier-Tinville, informé de ce « peu de précaution », le fait enfermer à la Conciergerie, connue pour être l'antichambre de la guillotine.

À la mi-mai 93, le procès s'ouvre, dans la Grande Chambre du Palais de justice, rebaptisée « Salle de la Liberté ». L'auditoire, nombreux, est véhément contre « l'Espagnol ». Du haut de son pupitre, Fouquier-Tinville se dresse, terrible. Son chapeau à larges bords, cerné d'un bandeau tricolore et surmonté de grandes plumes d'autruche noires, lui donne un air grotesque. Il est flanqué, derrière lui, des bustes de Brutus et de Lepeletier de Saint-Fargeau, deux incarnations de l'idéal républicain du moment. L'Accusateur public règne sur le Tribunal.

Le procès de Miranda est loin d'être gagné d'avance. Ses rapports avec l'Angleterre sont très remarqués par certains Jacobins, qui voient en lui un espion de l'étranger. On a nommé des témoins à charge, parmi lesquels se trouvent de nombreux gendarmes ayant participé à la campagne de Belgique, et que Miranda avait réprimandés pour leur indiscipline. Les calomnies courent de toutes parts sur son compte : on fait croire, par exemple, qu'il serait né à Maastricht, qu'il y aurait encore des parents, et qu'il aurait ainsi épargné la ville et trahi la Révolution. Aussi, la plupart des arguments présentés contre le général frisent-ils le ridicule. D'autres ennemis de Miranda sont entendus, sans que leur fiel parvienne à convaincre les juges. Par ailleurs, l'éloquence avec laquelle le général répond à ses accusations surprend tout le monde. Les nombreux témoins à décharge qui se présentent sont

---

<sup>48</sup> À cette époque, Miranda change de logement en permanence, ce qui s'explique par l'instabilité de sa situation. Il habite successivement rue Neuve-des-Capucines, rue Neuve-des-Petits-Champs, puis rue du Colombier, où l'huissier du Tribunal extraordinaire vint l'arrêter. Cf. *Ibid.*, pp. 229-230.

quant à eux, pour la plupart, des personnalités distinguées, qui non seulement défendent Miranda pour sa conduite en Belgique, mais en font également l'éloge pour son républicanisme de toujours et son amour de la liberté.<sup>49</sup> Puis vient le tour de Chauveau-Lagarde, l'avocat de Miranda, ténor du barreau de 37 ans, qui défendra dans les mois qui suivent – avec moins de succès – Charlotte Corday, Marie-Antoinette et Brissot. La nuit est déjà avancée, la lueur moite des bougies rend l'atmosphère fébrile. Les expressions et les traits des orateurs, au fil de la nuit, semblent davantage marqués par les pleins et les déliés que forme le dessin des ombres sur leurs visages. Chauveau-Lagarde apostrophe l'assistance dans le début de son plaidoyer :

« [...] cette accusation qui, par ses détails, semblait devoir être extrêmement compliquée, se trouve aujourd'hui, par le résultat des débats, réduite à une si grande simplicité, que s'il est une chose difficile pour moi, ce n'est pas de chercher ce que je dois dire, mais de trouver ce qui me reste à dire encore ! »<sup>50</sup>

L'avocat dresse ensuite un portrait exemplaire du Vénézuélien, depuis son enfance à Caracas jusqu'à sa présence sur le banc des accusés. Dans une seconde partie, il défend méthodiquement, avec une logique implacable, son comportement irréprochable lors de la campagne de Belgique. L'orateur parvient à retourner l'assistance, qui est émue aux larmes !<sup>51</sup> Miranda est soudain acclamé par les bancs du public.

Les jurés se retirent pour délibérer. On est alors au cœur de la nuit. Peu après, le verdict tombe : à l'unanimité des jurés, Miranda est acquitté. La salle applaudit à tout rompre et, à la grande stupéfaction de certains observateurs, l'impitoyable Fouquier-Tinville, « l'Exterminateur public », joint ses applaudissements à ceux du peuple.<sup>52</sup> Le général relaxé se met debout sur un banc et fait retentir son accent méridional dans l'air échauffé de la salle :

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 240.

<sup>50</sup> ROJAS, *op.cit.*, p. 167.

<sup>51</sup> Supplément au n° 37 du *Bulletin du Tribunal criminel révolutionnaire*, cité dans PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 252.

<sup>52</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 253.

« Citoyens, [...] puisse cet exemple frappant couvrir de confusion et de honte ceux qui [...] m'ont calomnié sans m'entendre, ou par méchanceté ! Puisse cet exemple, dis-je, ouvrir les yeux au peuple souverain qui m'entend pour surveiller la conduite de ceux à qui il délègue son autorité et qui, au lieu de l'employer à faire le bien, ne s'en servent que pour semer la discorde et la désunion parmi nous-mêmes ! Puisse enfin cet acte éclatant de la justice me rendre l'estime de mes concitoyens, dont la perte m'eût été plus sensible que la mort même ! »<sup>53</sup>

Le journal *Le Moniteur* rapporte que la foule coiffa le Vénézuélien d'une couronne de lauriers et le porta en triomphe dans la rue jusqu'au domicile de Chauveau-Lagarde, en criant : « Vive la République ! Vive Miranda ! »<sup>54</sup>

Les jours suivants, malgré ce deuxième acquittement, les attaques de Marat continuent, excitant les sans-culottes les plus récalcitrants contre « L'Espagnol », et appelant même à faire pleuvoir les poignards sur lui. Chauveau-Lagarde fait placarder sur les rues de Paris sa réponse :

« De vils calomniateurs, des hommes de sang qui ne voient que des coupables, qui ne demandent que des victimes, ne rougissent pas d'outrager jusqu'à la vertu même. Le plus beau jour de ma vie est celui où j'ai défendu Miranda. »<sup>55</sup>

Les violentes diatribes de Marat, pour qui Miranda, Dumouriez et tous les Brissotins ourdissent le même « complot liberticide »,<sup>56</sup> s'inscrivent dans un contexte fort peu favorable aux Girondins. Robespierre profite de la disgrâce de Dumouriez pour accuser tous ceux qui l'avaient soutenu auparavant. Le 2 juin 1793, c'est le coup de force des Jacobins. Beaucoup d'amis de Miranda, girondins pour la plupart, sont arrêtés, parmi lesquels Brissot et Pétion.

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, pp. 253-254.

<sup>54</sup> *Le Moniteur*, édition du 30 mai 1793. Cité dans NAVAS, "Miranda y Francia...", exposition, *op. cit.*, panneau n° 35.

<sup>55</sup> ROJAS, *op. cit.*, p. 218.

<sup>56</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 262.

Pendant ce temps, le Vénézuélien s'installe à Ménilmontant, un peu à l'écart de la ville, dans une maison que lui a trouvée son ami Tissot, boutiquier au Palais-Royal. Là-bas, il se donne un répit et met de l'ordre dans ses papiers.<sup>57</sup> Depuis les hauteurs du petit village de Belleville, il observe, le soir, les lumières briller sur le Paris révolutionnaire, brasier envoûtant mais dangereux. D'ailleurs, les ennuis lui courent encore après. Alors que ses amis girondins sont fortement inquiétés, Miranda reçoit plusieurs fois la visite des gendarmes, alertés par la livraison de nombreuses caisses volumineuses à son domicile. D'un œil goguenard, le général observe les perquisitions dont il fait l'objet, et s'amuse de voir que les agents ne trouvent que des livres, là où ils pensaient trouver des munitions et des armes.

Le maire de Paris, Jean-Nicolas Pache, qui lorsqu'il était ministre de la Guerre a bien connu Miranda, soudoie le domestique de la maison de Ménilmontant, Malissard, pour le surveiller.<sup>58</sup> Le 9 juillet, les gardes vont chercher le général chez lui et l'enferment dans la maison d'arrêt de la Force, près de l'Hôtel de ville. Le Comité de Salut public, qui décide l'arrestation, n'y associe même pas de motif précis. On l'accuse bientôt de faire partie d'une conspiration girondine, et de vouloir rejoindre Bordeaux, afin de rallier les « factions fédéralistes ».<sup>59</sup> Robespierre demande nommément sa tête.

L'ancien hôtel particulier de La Force, l'une des nombreuses prisons de Paris sous la Révolution, n'est pas le plus rigoureux des cachots. Les prisonniers peuvent sortir prendre l'air dans la cour, et Miranda parvient à obtenir une cellule individuelle, où il s'adonne à la lecture. Il se considère comme faisant « sur un vaisseau un voyage de long cours, durant lequel il [faut] remplir le vide fastidieux du temps par la recherche des connaissances instructives, sans calculer si le bâtiment devait périr en mer ou arriver heureusement au port. »<sup>60</sup> Il prend donc son mal en patience, et fait la connaissance des autres détenus. Il cause science militaire avec un avocat, Luc-Antoine de Champagneux. Il devient particulièrement

---

<sup>57</sup> Mariano PICÓN SALAS, *Miranda*, Caracas, Ministerio de Educación, Colección Vigilia, 1966, p. 53.

<sup>58</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 266.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 273.

proche du marquis Achille du Châtelet, ancien général girondin, ami de Condorcet et de Brissot. Au désespoir de Miranda, le marquis se suicide, mais ne manque pas de lui léguer son imposante bibliothèque par testament.<sup>61</sup> Miranda, lui aussi, s'est procuré un poison à base d'opium et de stramonium, sous la forme d'un sucre d'orge, au cas où. Il préfère rester maître de son destin, cependant que le « rasoir national », presque tous les jours, fait tomber les têtes, Place de la Révolution. Il doit vivre avec cette menace constante. Montané, président du Tribunal révolutionnaire pendant le procès de Miranda, et désormais son ami, obtient la permission de lui rendre visite à La Force, et fait pression sur les députés pour obtenir sa libération. Mais le magistrat, à son tour, est emprisonné.

Le libraire Louis-François Barrois, dit Barrois l'Aîné, conserve certains des nombreux coffres appartenant à Miranda, Quai des Augustins et rue Saint-Jacques.<sup>62</sup> Le Comité de salut public fait ouvrir ces malles pour y chercher des pièces à conviction contre les Girondins. On inspecte aussi la maison de Belleville, et on y trouve de nombreux objets liturgiques, comme des soutanes, une étole, des tableaux à sujet religieux, un Christ en ivoire...<sup>63</sup> Plutôt que la preuve d'une foi très suivie, ou d'une quelconque collusion avec des prêtres réfractaires, ces objets témoignent de l'esprit collectionneur un peu fantasque du général. Mais sous Robespierre, ce genre de « curiosités » peut fournir un passeport direct pour la guillotine.

Au milieu de l'été 1794, l'« Incorruptible » est renversé : les Girondins – ceux qu'il reste – reviennent aux affaires. Paris respire. Mais Miranda tarde à être libéré. Il rédige successivement deux mémoires pour sa défense à l'adresse de la Convention, tandis qu'il est transféré au couvent des Madelonnettes, dans le quartier du Temple, au nord du Marais. Il y rencontre l'archéologue et critique d'art Quatremère de Quincy.<sup>64</sup> Ce dernier, une fois sorti de prison, publie chez Barrois l'Aîné un plaidoyer pour la libération du Vénézuélien, toujours détenu : *Précis pour*

---

<sup>61</sup> PICÓN SALAS, *op. cit.*, p. 56.

<sup>62</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 284.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 286.

<sup>64</sup> NAVAS, « Miranda y Francia... », *op. cit.*, panneau n°14.

*Miranda*. Quatremère y fait l'éloge de son ami, et fait même allusion au projet de libération de l'Amérique :

« Un seul homme peut forger le destin de tout un peuple. Voyez ces hommes ployés sous le joug du despotisme espagnol ; ils vous reprocheront un jour de les avoir privés d'un libérateur. [...] Que la philosophie et la liberté quittant enfin leurs habits de deuil, n'aient plus à troubler d'aucune plainte les accents de joie et les bénédictions du peuple ; que la libération de Miranda soit le témoignage de l'oubli des maux passés et mette le sceau à la justice nationale, comme aux espérances des amis de la liberté, des sciences et des arts. »<sup>65</sup>

Miranda n'est libéré qu'en janvier 1795. Au total, entre 1792 et 1801, le Vénézuélien aura passé un quart de son séjour en France en prison.

### **Les parquets cirés : luxe et vie mondaine**

Le tableau des années de Francisco de Miranda en France présente un singulier clair-obscur : s'il a dû croupir dans les cachots parisiens, il a aussi goûté à l'air raffiné des salons les plus élégants. Dès son arrivée à Paris, en mars 1792, il se lia avec les Girondins, et était invité chez eux. Il dînait fréquemment chez le maire de Paris, Pétion, rue du faubourg Saint-Honoré. Rue Helvétius, il fréquentait le salon d'Helena Williams, poétesse anglaise qui raffolait de lui ; ceux encore de Madame Roland, rue Guénégaud, de Germaine de Staël, rue du Bac, et de Madame Tallien, aux Champs-Élysées...<sup>66</sup> Éloquent et raffiné, venu d'une région fort lointaine et ayant parcouru l'Europe, Miranda avait toute sa place dans ces réunions, d'autant plus qu'il savait briller par ses connaissances en littérature, en philosophie, en art et en culture antique. Ainsi, il s'intégra au milieu politique du temps, connut des membres du gouvernement, comme Joseph Servan, Ministre de la Guerre, qu'il fréquentait au printemps 1792. On le vit au « Foyer de la République », lieu de rendez-vous des étrangers de marque. S'il s'inséra dans ce

---

<sup>65</sup> Colombeia, Archives en ligne, Révolution française, T. XV, f° 172-177.

<sup>66</sup> NAVAS, « Miranda y Francia... », *op.cit.*, panneau n° 25.



réseau de relations avec tant de facilité, c'est qu'il a su se faire recommander par des amis londoniens, comme Jeremy Bentham, et qu'il avait déjà connu quelques personnalités parisiennes en Angleterre. Disons aussi qu'il bénéficiait, par ailleurs, de la position sociale adéquate, et d'un certain confort financier qui lui permettaient ce genre de mondanités.

À cette époque, il habitait rue du Dragon, dans le Faubourg Saint-Germain.<sup>67</sup> Il occupa ensuite des appartements beaucoup plus luxueux, où il recevait à son tour. Après son acquittement par le Tribunal Révolutionnaire, en 1793, lorsqu'il habitait à Belleville, il récupéra une partie des lourdes malles confisquées lors du procès, dans lesquelles il conservait ses effets personnels, et une multitude de gravures, estampes, objets d'art amassés au cours de ses voyages... Durant cette période, Jacques Montané, qui présidait le Tribunal révolutionnaire lors du procès et dont nous avons déjà parlé, voulut faire plus amplement connaissance avec cet étranger charismatique, qui avait échappé de peu à la guillotine. Miranda ne fut pas rancunier, et l'accueillit chez lui :

« J'ai trouvé en Miranda, rapporte Montané, un homme cultivant constamment la littérature, les sciences et les arts ; j'ai trouvé chez lui une bibliothèque immense, composée de livres les mieux choisis et les plus rares, les cartes de tous les pays et des meilleurs géographes. »<sup>68</sup>

En 1795, après sa sortie de prison, il logea au 667 rue Florentin,<sup>69</sup> juste à côté des Tuileries, au 1<sup>er</sup> étage d'un immeuble construit en 1789 par ses amis, les architectes Legrand et Molinos. Au rez-de-chaussée de l'édifice, ces derniers ont établi un Musée de l'ordre dorique. Le poète danois Baggesen, de passage chez Miranda, raconte :

« Mécontent au plus haut degré de la marche des choses ici, il s'en console avec les arts et les sciences : il possède la plus exquise petite bibliothèque et un

---

<sup>67</sup> *Ibid.*, panneau n° 24.

<sup>68</sup> PARRA PÉREZ, *Ibid.*, p. 266.

<sup>69</sup> NAVAS, « Miranda y Francia... », *loc. cit.* La rue Saint-Florentin. La Convention a fait retirer tous les « saints » des noms de rues, sous Robespierre.

appartement installé avec un goût que je n'ai jamais vu de meilleur : on pourrait se croire à Athènes, à la maison de Périclès. »<sup>70</sup>

À un autre moment, ou simultanément, le général habita l'hôtel Mirabeau, rue du Mont-Blanc.<sup>71</sup> Il y reçut, avec d'autres, le jeune Bonaparte, qui note :

« J'ai dîné, hier, chez un homme qui est singulier ; je le crois espion de la cour d'Espagne et de l'Angleterre tout à la fois. Il loge un troisième étage et il est meublé comme un satrape ; il crie misère au milieu de cela et puis donne des dîners faits par Méot<sup>72</sup> et servis dans de la vaisselle plate ; c'est une bizarre chose que je veux éclaircir. [...] c'est le général Miranda ; cet homme-là a du feu sacré dans l'âme. »<sup>73</sup>

Après ce dîner, Miranda écrit :

« Je lui trouvai l'air étonné à l'aspect du luxe dont j'aimais à m'entourer. »<sup>74</sup>

On peut se demander comment le Vénézuélien parvenait à maintenir un tel train de vie, quand on sait que le gouvernement français ne lui a jamais payé ses appointements de général – qu'il a toujours réclamés en vain – et qu'il n'avait aucun autre revenu. Il affirma qu'il avait dû, à un moment, vivre de la vente des « débris de sa bibliothèque »<sup>75</sup>, et avant qu'il ne fût expulsé par le Directoire, il demanda un délai de quelques jours pour régler les dettes qu'il avait contractées à Paris. On peut donc supposer qu'il se finançait ainsi, même si rien ne prouve qu'il ait remboursé ses créanciers.

Les collections d'estampes, de tableaux, de statues qui impressionnaient tant ses visiteurs témoignent du goût que le Vénézuélien avait pour l'art. Rue

---

<sup>70</sup> PARRA PÉREZ, *Ibid.*, p. 325.

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> Un des meilleurs restaurateurs de la capitale.

<sup>73</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 322. On a beaucoup commenté les relations de Miranda et Napoléon, qu'on a parfois prétendu amicales, au moins pendant un certain temps. Bien que certaines concordances politiques eussent pu les rapprocher, il s'avère que les deux hommes, au bout d'un moment, ne semblaient guère s'apprécier. Les attaques postérieures de Miranda contre le pillage artistique de Napoléon en Italie, et les difficultés qu'il eut pour obtenir du Premier Consul un titre de séjour sur le sol français, des années plus tard, confirment ce sentiment.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 325.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 292.

Florentin, il était au bon endroit pour l'exercer : le Musée de l'ordre dorique, installé par Legrand et Molinos dans l'immeuble, servait avant tout à entreposer leurs collections, et notamment les bronzes de la Fontaine des Innocents, détruite en 1785.<sup>76</sup> Lorsqu'il était en prison, Miranda eut des échanges passionnés sur les antiquités avec le critique d'art Quatremère de Quincy. En 1796, celui-ci publia ses *Lettres au général Miranda sur les préjudices qu'occasionneraient le déplacement des monuments de l'art de l'Italie, le démembrement de ses écoles, et la spoliation de ses collections, galerie, musées, etc.* En effet, Bonaparte, lors de sa campagne d'Italie, s'adonnait à un pillage éhonté des œuvres d'arts, qu'il voulait réunir à Paris en prévision de son « Musée Napoléon ». Quatremère dédia ces lettres à Miranda, en souvenir des conversations qu'ils avaient eues à ce sujet.<sup>77</sup>

Le général eut aussi des fréquentations d'un autre ordre. Sa relation amoureuse la plus connue est celle qu'il eut avec Delphine de Custine.<sup>78</sup> Cette femme volage, qui recevait aussi sur son « canapé bleu » Chateaubriand et Fouché, aima passionnément Miranda, qui la délaissa cependant quand il apprit la multiplicité de ses amants. Pourtant, le Vénézuélien a lui aussi collectionné les conquêtes.<sup>79</sup> On lui prête de nombreuses maîtresses, de Madame de Staël à Madame Tallien, en passant par Félicité Brissot de Warville, la veuve de son ami girondin. Madame de Custine aurait également été jalouse des nombreuses relations de Miranda, et bien que celui-ci reste discret sur sa vie privée dans son journal, on a tout lieu de croire qu'il était un homme à femmes. C'est d'ailleurs la réputation que la mémoire populaire continue à lui prêter au Venezuela.

### **Les pavés de Paris. Le citoyen Miranda.**

Dès son arrivée à Paris en 1792, Miranda s'est retrouvé au cœur des événements révolutionnaires. À cette époque, il était hébergé au n°99 de la galerie

---

<sup>76</sup> NAVAS, « Miranda y Francia... », *op. cit.*, panneau n° 32.

<sup>77</sup> *Ibid.*, panneau n° 37.

<sup>78</sup> Sur la relation de Miranda avec les femmes, et notamment avec Delphine de Custine, voir Caracciolo PARRA PÉREZ, *Miranda et Madame de Custine*, Paris, Grasset, 1950.

<sup>79</sup> PICÓN SALAS, *op. cit.*, p. 53.

de Beaujolais, au Palais-Royal, chez le citoyen Tissot, négociant-boutiquier. Le Palais-Royal était alors un des foyers les plus bouillonnants de la Révolution. Grande place entourée de cafés et de galeries commerçantes, le lieu était exempté des règlements de police ordinaires, ce qui en faisait aussi le lieu du jeu et de la prostitution, au moins autant que de la politique.<sup>80</sup> On imagine sûrement Miranda fréquenter le Café de Foy, dans la galerie Montpensier, ou bien le Café de Chartres, dans lequel se discutait au jour le jour l'actualité du moment. Le 99 était entouré par le Caveau du Sauvage au n°89, fréquenté par les artistes et les Fédérés Marseillais, et le Café des Aveugles au n°102, lieu de rendez-vous des Sans-Culottes.<sup>81</sup> Au bout de la galerie de Montpensier s'élevait le Théâtre-Français, dont l'édifice n'avait pas dix ans, et qu'on avait rebaptisé « Théâtre de la Liberté et de l'Égalité ».

Lors de ces premiers mois, Miranda s'attacha à côtoyer les esprits les plus avancés de la Révolution. C'est l'abbé Sieyès qui le présenta à Pétion, maire de Paris et figure importante du parti girondin. Il se fit également très proche de Brissot, avec qui il avait des affinités politiques particulières, notamment une admiration pour le système anglais. Brissot était parmi ceux qui introduisaient dans le débat français la question des colonies, et qui dénonçait l'esclavage : en 1788, il avait fondé la « Société des Amis des Noirs », basée sur le modèle d'une société similaire, à Londres. Tous ces sujets permettaient à Miranda de faire le lien avec le principal objet politique qui l'intéressait : l'indépendance de l'Amérique espagnole. Avec Brissot, ils eurent de longues discussions sur le sujet, au printemps et à l'été 1792. En septembre, Miranda était aux armées. Mais après la victoire de Valmy, Brissot sentit que le moment était bon pour présenter à la Convention un projet de libération de l'Amérique, appuyé par la France. Pour cela, il pensait faire nommer Miranda gouverneur de l'île française de Saint-Domingue, dans les Antilles, afin que celui-ci y réglât les révoltes d'esclaves et qu'il y constituât une « armée de

---

<sup>80</sup> Clyde PLUMAUZILLE, « Le « marché aux putains » : économies sexuelles et dynamiques spatiales du Palais-Royal dans le Paris révolutionnaire », *Genre, sexualité & société* n° 10, Automne 2013.

<sup>81</sup> Pour les adresses de ces différents lieux, voir le site « Paris Révolutionnaire » : <http://www.parisrevolutionnaire.com/>

mulâtres » prêts à débarquer sur les côtes de la Nouvelle-Grenade.<sup>82</sup> Les Français auraient pu solliciter l'appui étasunien et obtenir des bataillons de l'armée de Washington : l'ambassadeur Edmond Genêt, en mission outre-Atlantique, était justement en train d'œuvrer au rapprochement des deux nations. La participation de l'Angleterre était également envisagée ; Talleyrand, toujours à Londres, était averti.<sup>83</sup> Brissot ne manquait pas d'arguments pour convaincre l'Assemblée : considérant l'Espagne, à l'image de tous les pays atteints par le « fanatisme du midi »,<sup>84</sup> comme l'un des principaux ennemis de la France révolutionnaire, tous les moyens étaient bons pour l'affaiblir. L'Amérique semblait être son flanc le plus fragile. Les discussions de la Convention sur le sujet s'ouvrirent en octobre. Une lettre fut envoyée à Dumouriez pour lui demander s'il serait prêt à se séparer du général Miranda. Quant au principal intéressé, se contentant de défendre son schéma tel qu'il l'avait toujours conçu, il invita ses amis girondins à consulter les plans et divers documents détaillés qu'il avait auparavant présentés à William Pitt, et qui sont à Paris.

Mais le Vénézuélien n'était pas convaincu par l'initiative de Brissot. Lui, gouverneur de Saint-Domingue ? C'était une belle promotion, mais Miranda connaissait mal les colonies françaises, et craignait de trop alerter les Espagnols avec cette provocation. Par ailleurs, au vu de la tournure que prenaient les débats, il craignait fortement que la libération de l'Amérique prît rapidement des airs d'annexion française. Enfin, il voulait éviter que les principes « anarchiques », dont on commençait à voir les dangers en France, ne se propageassent dans sa patrie d'origine : les massacres de Septembre venaient tout juste d'être perpétrés à Paris, et Pétion lui-même les avait plus ou moins tolérés. Après réflexion, Miranda refusa l'offre et désapprouva le projet. Un autre plan retint alors l'attention de Brissot et Pétion, élaboré par l'amiral Armand de Kersaint, député girondin. Ce projet alternatif visait à conquérir l'Amérique espagnole, et à partager ses

---

<sup>82</sup> PICÓN SALAS, *op. cit.*, p. 46.

<sup>83</sup> DORIGNY, « Miranda, el hombre providencial de 1792 », in DELPRAT et al., *op. cit.*, p. 55.

<sup>84</sup> PARRA PÉREZ, *Miranda et la Révolution française*, *op. cit.*, p. 42.

dépouilles entre la France, l'Angleterre, la Hollande et les États-Unis.<sup>85</sup> Parallèlement, Stephen Sayre, un intrigant américain bien connu de Miranda, manœuvrait en sous-main pour une opération de conquête menée de concert entre les États-Unis et la France, contre l'Angleterre.<sup>86</sup> Les intuitions de Miranda étaient confirmées. Après tant d'années passées à réfléchir sur l'indépendance de sa patrie, il ne pouvait brader son projet dans de longs et hasardeux imbroglios diplomatiques, dont la toile de fond était une entreprise de conquête. L'idéalisme et la probité du général étaient bien souvent mis à l'épreuve par les maquignonnages politiques de son temps. Finalement, aucun projet n'aboutit, puisque l'exécution du roi et les revers militaires mobilisèrent la Convention sur des problèmes bien plus urgents. Le coup de force des Jacobins, le 2 juin 1793, détruisit complètement toute chance de voir s'échafauder une initiative française pour la libération de l'Amérique du Sud : Brissot et Pétion moururent peu après.

Si Miranda resta indéfectiblement attaché à l'idée d'émanciper sa patrie, quelles étaient ses idées sur le régime politique à lui apporter ? Le grand État « colombo-américain » qu'il appelait de ses vœux concernait un territoire immense, à la géographie compliquée, et peuplé par des populations fort diverses, affichant des clivages sociaux très complexes. En fait, son schéma constitutionnel a évolué au fil du temps. Dans le premier projet écrit dont nous disposons, qui date de 1798, Miranda décrit un régime de type monarchique, dominé par la figure d'un empereur héréditaire, appelé l'Inca,<sup>87</sup> qui règnerait depuis la capitale, Colombo,<sup>88</sup> peut-être située près de l'isthme de Panama. Le régime serait à la fois inspiré des institutions anglaises et romaines, et le droit civil marqué par la tradition hispanique et les coutumes indigènes. Mais dans ses projets ultérieurs, Miranda imagine une république fédérale à l'américaine, à la tête de laquelle gouverneraient deux Incas (l'un depuis la capitale, et l'autre se déplaçant à travers les provinces), élus par deux Assemblées représentatives, pour un mandat renouvelable de cinq ans. On

---

<sup>85</sup> DORIGNY, « Miranda et Brissot », *op. cit.*, p. 104.

<sup>86</sup> PARRA PÉREZ, *Miranda et la Révolution française*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>87</sup> Voir Laurent CONSTANTINI, « Les projets constitutionnels sud-américains de Francisco de Miranda : la fondation d'une nouvelle société politique sur la vertu et les institutions. », *Revue historique de droit français et étranger*, n°4-2012, pp. 571-598.

<sup>88</sup> Ainsi nommée, comme le fut plus tard la Colombie naissante, en hommage à Christophe Colomb.

remarque que, globalement, les projets constitutionnels de Miranda sont moins radicaux que ceux dont il a eu l'expérience en France pendant la Révolution. On peut supposer que cette dernière a inspiré au Vénézuélien une forme de modération. Dans une lettre du 24 mars 1798, adressée au président des États-Unis John Adams, pour justifier son projet, il écrit : « Telle est l'esquisse de la forme de gouvernement qui paraît réunir la majorité des suffrages dans le continent Hispano-Américain, et qui empêchera sans doute les conséquences fatales du système Franco-républicain, que Montesquieu appelle la *liberté extrême*. »<sup>89</sup>

On perçoit encore mieux l'influence qu'a pu avoir la France sur la pensée politique de Miranda dans le pamphlet qu'il publia en juillet 1795 : *l'Opinion du général Miranda sur la situation actuelle de la France, et sur les remèdes convenables à ses maux*. Il y dénonce le régime de la Terreur, avant de dresser un petit résumé de la Constitution idéale. Il rappelle l'importance de la séparation des pouvoirs telle que la concevait Montesquieu, et fait l'éloge d'un pouvoir exécutif puissant, reposant sur un seul homme. Il y condamne aussi la soif de conquêtes qui anime le gouvernement de l'époque. Pour cette raison, on considéra désormais le Vénézuélien comme faisant partie de la « faction des anciennes limites » : ceux qui s'opposent aux conquêtes militaires françaises, menées sous couvert d'idéaux révolutionnaires. Un député désigna même ce groupe sous le nom de « faction de Miranda ».<sup>90</sup> L'argumentaire que présente ce dernier dans son pamphlet est digne d'intérêt :

« L'étendue de la France lui offre des moyens plus que suffisants pour défendre sa liberté et son indépendance. De nouvelles acquisitions ne feraient qu'augmenter les embarras du gouvernement, déjà très compliqué, dans un pays aussi vaste et qui veut une forme démocratique de gouvernement. Elles exciteraient, contre elle, sans aucun profit, la jalousie de tous ses voisins.

---

<sup>89</sup> *The works of John Adams, second president of the United States*, Vol. III, Boston, Little Brown and Compagny, 1853, p. 571, cité dans CONSTANTINI, *Ibid.*

<sup>90</sup> PARRA PÉREZ, *op. cit.*, p. 316.

Désavouer formellement toutes les prétentions exagérées que le Décemvirat présentait comme le vœu national ; déclarer que la France se refermera dans ses anciennes limites, en y ajoutant quelques places de guerre qui rendront notre frontière sûre et à l'abri de toute insulte. Telles doivent être les premières opérations diplomatiques du nouveau gouvernement de la République Française ; et comme sa maxime est de ne pas permettre qu'aucune puissance s'immisce dans son régime intérieur, elle aura pour principe aussi de ne se pas mêler de celui des autres peuples. »<sup>91</sup>

On peut relever la note de bas de page que Miranda fait suivre :

« La véritable gloire d'un peuple libre, consiste dans son bonheur et sa sûreté, et non pas dans la vaine gloire des conquêtes. Voici ce que Rousseau dit à ce sujet :

“Grandeur des nations! Étendue des États! Première et principale source des malheurs du genre humain et surtout des calamités sans nombre qui minent et détruisent les peuples policés. Presque tous les petits États, Républiques et Monarchies indifféremment prospèrent par cela seul qu'ils sont petits, que tous les citoyens s'y connaissent mutuellement et s'entre-gardent, les chefs peuvent voir par eux-mêmes le mal qui se fait, le bien qu'ils ont à faire, et que leurs ordres s'exécutent sous leurs yeux. Tous les grands peuples écrasés par leurs propres masses, gémissent, ou comme vous, dans l'anarchie, ou sous les oppresseurs subalternes qu'une gradation nécessaire force de leur donner. Il n'y a que Dieu qui puisse gouverner le monde, et il faudrait des facultés plus qu'humaines pour gouverner de grandes nations. “ »<sup>92</sup>

On remarquera par ailleurs la contradiction que cette citation révèle, si l'on pense à l'immensité de l'État « colombo-américain » auquel rêvait le général. Mais Miranda visait ici les tentations expansionnistes des États européens. Auparavant, il n'était pas intervenu aussi franchement dans les controverses de l'arène politique parisienne. C'est qu'il concevait son séjour français comme uniquement tourné

---

<sup>91</sup> *Opinion du général Miranda sur la situation actuelle de la France, et sur les remèdes convenables à ses maux*, BNF, Gallica.

<sup>92</sup> Le passage est tiré du *Discours sur le gouvernement de Pologne* (1782), de Jean-Jacques Rousseau.



vers la réalisation de son dessein sud-américain, et les affaires de France ne l'intéressaient qu'en tant qu'elles pussent servir cette cause. Mais son passage par l'armée, sa lutte perpétuelle contre le gouvernement de la Terreur, les relations qu'il noua sur place, l'enracinèrent malgré lui dans la politique française, et il y prit goût, à tel point qu'il se considérait lui-même comme citoyen français.<sup>93</sup> Dans les cercles qu'il fréquentait, on l'admet comme tel.<sup>94</sup> N'avait-il pas loyalement servi la Nation à Valmy ? Sa réputation d'espion au service de l'étranger était néanmoins tenace au gouvernement, et pour se débarrasser de lui, les autorités n'hésitèrent pas à lui contester sa qualité de citoyen français. Ce revirement correspondait d'ailleurs à une tendance plus générale du droit des étrangers sous la Révolution. Jusqu'en 1793, celle-ci avait libéralement accueilli en son sein tous les étrangers, pour communier dans la Nation « politique » en cours de définition. C'était alors le triomphe d'une certaine forme d'internationalisme. Dans les années qui suivirent, ce régime généreux se durcit considérablement, et coïncida avec un nationalisme plus « franco-centré ».<sup>95</sup>

Malgré tout, en 1795, Miranda a signé un bail de plusieurs années avec Legrand et Molinos pour l'appartement près des Tuileries, ce qui semble attester qu'il comptait se stabiliser en France, au moins un certain temps. Au vu de son activité politique, il a sûrement ambitionné quelque responsabilité au plus haut sommet de l'État. On l'a parfois pressenti pour entrer au gouvernement. Cette période d'activité politique concerne surtout l'année 1795, époque où les Thermidoriens sont au pouvoir, et ont su procurer une meilleure sécurité publique ainsi qu'une apparente stabilité. L'insurrection royaliste de Vendémiaire et la mise en place du Directoire changèrent la donne pour Miranda.

Quand le putsch raté de Vendémiaire eut lieu, en novembre 1795, le général est à la campagne. Une fois revenu à Paris, il apprend qu'il est décrété

---

<sup>93</sup> PICÓN SALAS, *op. cit.*, p. 58.

<sup>94</sup> Néanmoins, on ne cessera de désigner Miranda avec des appellations diverses, qui nous peuvent nous paraître aujourd'hui fantaisistes, comme « le Péruvien », « l'Espagnol », ou même « le Mexicain »... Vu de France, à l'époque, ces dénominations pouvaient plus ou moins se confondre.

<sup>95</sup> Voir Sophie WAHNICH, *L'Impossible Citoyen : l'étranger dans le discours de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1997.

d'arrestation. On l'accuse en tant que membre éminent de la « faction des limites » - accusation grave, au moment où le général Jourdan essuie de sérieux revers militaires à l'étranger – et d'avoir participé au soulèvement royaliste. L'intéressé proteste vivement devant le Conseil des Cinq-Cents. On inspecte à nouveau ses papiers, sans rien trouver d'accablant. Il est finalement acquitté. Mais il n'est pas au bout de ses peines.

Merlin, le ministre de la Police, n'a aucune confiance en Miranda, et veut à tout prix le renvoyer à la frontière. Il utilise pour cela la loi du 23 messidor an II, contre les étrangers : suspecté de comploter avec l'abbé Marchena, agitateur andalou, on place le Vénézuélien sous la garde d'un gendarme, qui le suit partout où il va. Il continue à plaider sa cause auprès des Cinq-Cents, mais, lassé, il commence à se résoudre à l'idée de quitter la France. Après avoir publié dans *Le Moniteur* une protestation contre ses accusations, il obtient du Directoire l'abandon des poursuites.

En septembre 1797, le coup d'État du 18 Fructidor survient. L'épuration qui suit touche Miranda. Barras le soupçonne d'intriguer « avec les étrangers et les députés du nouveau Tiers. »<sup>96</sup> Avec Marchena, il est condamné à la déportation vers la Guyane. Le général se cache dans les environs de Paris pendant quatre mois, et décide de fuir en Angleterre, son refuge de toujours. Legrand lui obtient un faux passeport. Il embarque à Calais, sous le nom de « Gabriel-Édouard Leroux d'Helander, négociant natif de Caen »<sup>97</sup>, et déguisé sous une perruque et une paire de lunettes.<sup>98</sup>

Miranda est dégoûté de la France. Les persécutions incessantes qu'il a subies l'ont épuisé. Les affaires de la Révolution ne l'intéressent plus ; désormais, il se consacre entièrement à son projet de toujours, et retourne voir Pitt le Jeune. Cette fois, il est muni d'un nouveau document : l'Acte de Paris, signé par le Péruvien Sucre, le Chilien Salas et lui-même, le chargeant d'obtenir en Angleterre

---

<sup>96</sup> C'est-à-dire les royalistes. PARRA PÉREZ, *Miranda et la Révolution française*, *op. cit.*, p. 379.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 383.

<sup>98</sup> NAVAS, « Miranda y Francia... », *op. cit.*, panneau n°15.

des armes et des munitions pour une armée de 25 000 hommes afin de libérer l'Amérique hispanique. Le document, favorable à l'Angleterre, est plein d'ironie envers la France, qui, selon les auteurs :

« [...] tout en reconnaissant la souveraineté et la liberté des peuples, ne rougit pas de se consacrer par l'article du traité d'alliance offensive et défensive avec l'Espagne, de l'esclavage de près de quatorze millions d'habitants et de leur postérité ; et cela avec un esprit d'exclusion d'autant plus odieux, qu'elle affecte de proclamer à l'égard de tous les autres peuples de la terre, le droit incontestable de se donner telle forme de gouvernement que bon leur semblerait. »<sup>99</sup>

Mais les efforts déployés pour obtenir l'appui anglais sont toujours aussi vains. Miranda pense aller aux États-Unis plaider sa cause, mais Londres refuse de lui délivrer un passeport, sans doute pour le garder sous surveillance. Il en obtient un pour la France : le coup d'État du 18 Brumaire et l'avènement du Consulat lui donnent une nouvelle chance à Paris : les « Fructidorisés » sont rentrés en grâce. Il est néanmoins bloqué à La Haye, et a toutes les peines du monde à obtenir une autorisation de rentrer sur le territoire français. La veuve Pétion et Lanjuinais font tout pour arracher un sauf-conduit au Premier Consul, Bonaparte, mais celui-ci délègue ces affaires courantes à Fouché, le Ministre de la Police. Or, la malveillance de celui-ci envers Miranda laisse suspecter un fond de jalousie amoureuse, les deux hommes ayant été amants de Delphine de Custine.<sup>100</sup> C'est au bout de plusieurs semaines, et avec toutes les peines du monde, que Miranda obtient son autorisation de rentrer en France. Il arrive à Paris le 28 novembre 1800, mais il y reste à peine quatre mois. Il est hébergé chez son ancienne bonne, Françoise Pottiers, au 1497 de la rue Saint-Honoré.<sup>101</sup> Le 24 décembre, un attentat à la « machine infernale » manque de tuer le Premier Consul.

Le 3 mars 1801, Miranda est arrêté par Fouché et interrogé le lendemain. On le croit impliqué dans les complots que différents généraux mènent contre

---

<sup>99</sup> *The Works of John Adams*, Vol. III, Boston, Little Brown and Compagny, 1853, p. 523.

<sup>100</sup> PARRA PÉREZ, *Miranda et la Révolution française*, op. cit., p. 420.

<sup>101</sup> NAVAS, « Miranda y Francia... » (exposition), loc. cit.,

Bonaparte. On ne trouve à sa charge que les projets américains, ce qui est suffisant pour l'expulser, l'Espagne étant alliée à la France. En attendant, on l'enferme à la prison du Temple, où il tombe malade. Libéré le 13 mars, on lui donne trois jours pour quitter le territoire. Par une ironie du sort, le fonctionnaire chargé de son expulsion est Champagneux, son ami de la prison de la Force.<sup>102</sup> Miranda fait ses derniers adieux et quitte le pays par la frontière hollandaise. Il ne remettra plus jamais les pieds en France.

\*\*\*

## Épilogue

Commencées dans l'enthousiasme des Lumières et le lyrisme de la Révolution, les années françaises de Miranda se terminent dans la désillusion. Lassé d'être constamment persécuté par les différents gouvernements révolutionnaires, il garde un souvenir amer de la France. Constatant le peu de reconnaissance qu'on accorde à son dévouement sur les champs de bataille de 92 et 93, déçu dans ses projets américains, il dit lui-même « renonç[er] volontairement à la France, comme une nation avilie et subjuguée par les hommes les plus pervers de la Révolution française. »<sup>103</sup> Il garde toute sa vie une aversion pour le système politique français, qu'il fustige comme « le plus oppresseur qui ait affligé l'Humanité », et semble décidé à protéger l'Amérique de son « influence pestilentielle et fatale »<sup>104</sup>.

Néanmoins, ce « Don Quichotte du républicanisme »<sup>105</sup>, tel qu'il se désignait lui-même, a tiré certaines leçons de son expérience française. Elle lui a permis de mener une profonde réflexion politique, ainsi qu'un apprentissage, douloureux

---

<sup>102</sup> NAVAS, « Miranda durante el "régimen del Terror" y sus años posteriores », in DELPRAT *et al.*, *op. cit.*, p.118.

<sup>103</sup> PARRA PÉREZ, *Miranda et la Révolution française*, *op. cit.*, p. 327.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 447.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 325.

sans doute, des écueils que peut rencontrer la mise en place d'un régime révolutionnaire cherchant à incarner la philosophie du siècle, et en premier lieu la liberté. Miranda expérimenta la recherche de l'idéal à ses dépens, mais il montra aussi un exemple brillant d'universalisme politique, par ses écrits et son action en France.

Ainsi, la geste mirandienne nous fournit une illustration des liens profonds, mais complexes, qui unissent le foyer révolutionnaire français et les indépendances latino-américaines. Car si Bolivar est le père des indépendances, Miranda en est, sans conteste, le respectable et industrieux grand-père : « El Precursor ».

## **Bibliographie principale :**

### Sur la Révolution française :

BERTAUD, Jean-Paul, *Initiation à la Révolution française*, Paris, Perrin, 1989.

SOBOUL Albert, *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 2005 (1989).

### Sur Miranda :

BOHÓRQUEZ-MORÁN Carmen Luisa, *Francisco de Miranda. Précurseur des indépendances de l'Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1998.

DELPRAT François *et al.*, *Miranda y Francia. En la época de las luces y de las revoluciones*, Ambassade de France au Venezuela, 2016.

DORIGNY Marcel, ROSSIGNOL Marie-Jeanne (dir.), *La France et les Amériques au temps de Jefferson et Miranda*, Paris, Société des Études Robespierriistes, 2001.

NAVAS Claudia (dir.), *Miranda y Francia. En la era de las luces y de las revoluciones*, Exposition à l'Ambassade de France au Venezuela, 2016.

PARRA PÉREZ Caracciolo, *Miranda et la Révolution française*, Caracas, Banco del Caribe, 1989 (1925).

PICÓN SALAS Mariano, *Miranda*, Ministerio de Educación, Colección Vigilia, Caracas, 1966.

RODRÍGUEZ DE ALONSO Josefina, *Le siècle des Lumières conté par Francisco de Miranda*, Paris, Editions France-Empire, 1974.

ROJAS Aristides, *Miranda dans la Révolution française. Recueil de documents authentiques relatifs à l'histoire du Général Francisco de Miranda pendant son séjour en France de 1792 à 1798*, Caracas, Imprimerie nationale, 1889.